



OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Fiche d'information

Perspective économique à court terme du Canada

Ottawa, Canada

Le 8 avril 2009

www.parl.gc.ca/pbo-dpb



En vertu de la *Loi fédérale sur l'imputabilité*, le directeur parlementaire du budget (DPB) doit présenter une analyse indépendante au Sénat et à la Chambre des communes sur l'état des finances de la nation, le budget des dépenses du gouvernement, ainsi que les tendances au niveau de l'économie nationale.

Compte tenu de l'incertitude qui entoure la situation économique actuelle dans le contexte de la récession mondiale, il est plus important que jamais pour les parlementaires et pour la population de disposer d'une évaluation à jour des conditions économiques servant de fondement aux finances canadiennes. Cela contribuera à donner aux parlementaires un milieu de planification pour leurs débats et délibérations. Pour cette raison, ainsi que pour répondre aux engagements en vertu du mandat du DPB, cette note renferme une estimation détaillée de la perspective économique à court terme du Canada en ce qui concerne cinq des principales variables macroéconomiques, dont le PIB réel, l'inflation du PIB, le PIB nominal, le revenu intérieur brut réel, ainsi que l'emploi.

Il convient de noter, toutefois, que les perspectives économiques sont sujettes à l'incertitude, en particulier étant donné le climat économique actuel. Dans ce contexte, la perspective du DPB devrait être considérée comme un *point de données*, qui doit être examiné parallèlement à d'autres sources d'analyse pour les parlementaires.

Préparé par : Russell Barnett et Jeff Danforth*

* Les auteurs souhaitent remercier Mostafa Askari, Chris Matier et Kevin Page pour leurs commentaires utiles. Les auteurs sont responsables de toute erreur ou omission.

Sommaire et principaux points

Lors de la réunion du Comité permanent des finances qui a eu lieu le 25 mars 2009, le DPB a présenté pour la première fois sa propre estimation de la perspective économique à court terme du Canada. Compte tenu de l'incertitude qui entoure la situation économique actuelle dans le contexte d'une récession mondiale, il est plus important que jamais pour les parlementaires et pour la population de disposer d'une évaluation à jour des conditions économiques servant de fondement aux finances du gouvernement du Canada. Cependant, il est important de souligner que toute perspective est entourée, dans une certaine mesure, d'incertitude, en particulier lorsqu'on tient compte du climat économique actuel.

En faisant simultanément appel aux données à fréquence élevée, aux modèles statistiques et à son jugement professionnel, le DPB a présenté sa propre perspective en ce qui concerne les deux premiers trimestres de 2009 portant sur cinq des principales variables macroéconomiques, dont le PIB réel, l'inflation du PIB, le PIB nominal, le revenu intérieur brut réel, ainsi que l'emploi.

Le DPB s'attend à ce que le repli économique à l'échelle mondiale demeure un poids pour l'économie canadienne au cours de la première moitié de l'année en raison de deux facteurs principaux. Le premier concerne la réduction directe des exportations canadiennes attribuable à la baisse de la demande étrangère. Le deuxième consiste à réduire le pouvoir d'achat des Canadiens en ce qui concerne la baisse soutenue du prix des produits de base et du marché des actions. De plus, l'augmentation du nombre de pertes d'emploi et un faible niveau de confiance chez les consommateurs pourraient continuer de limiter la propension à dépenser de ces derniers.

Principaux points

- Au cours des deux premiers trimestres de 2009, le DPB a élaboré sa propre perspective économique à court terme à partir des données publiquement disponibles. Cette perspective ne repose pas sur une enquête réalisée auprès des prévisionnistes du secteur privé.
- Pour produire sa perspective à court terme, le DPB fait simultanément appel à des données à haute fréquence, des modèles statistiques et son jugement professionnel – des techniques qu'utilisent communément les économistes des secteurs public et privé.
- Le DPB prévoit présentement que le PIB réel connaîtra une baisse de l'ordre de 8,5 pour cent au cours du premier trimestre de 2009 et de 3,5 pour cent au cours du deuxième trimestre, après avoir chuté de 3,4 pour cent au cours du dernier trimestre de 2008.¹
- Avec un taux d'inflation du PIB de -7,0 pour cent et de -0,8 pour cent au cours du premier et du deuxième trimestres respectivement, le DPB prévoit que le PIB nominal diminuera de 14,9 pour cent au cours du premier trimestre et de 4,3 pour cent au cours du deuxième trimestre.
- Le DPB s'attend également à ce que le revenu intérieur brut (RIB) réel – un indicateur du pouvoir d'achat des entreprises et des foyers canadiens – connaisse une baisse de 14,2 pour cent au cours du premier trimestre et de 4,4 pour cent au cours du deuxième trimestre.
- D'ici la fin de la première moitié de 2009, le DPB prévoit que l'économie canadienne accusera une perte nette de 380 000 emplois.

Ce qui suit est une description de la perspective à court terme du DPB, ainsi que des risques qui entourent cette perspective en plus d'une description technique de la méthodologie employée par le DPB.

¹ Sauf indication contraire, tous les taux de croissance trimestriel évoqués dans cette note sont des taux annuels.

Perspective économique à court terme du Canada

1. Introduction

Alors que l'économie mondiale traverse le pire des replis économiques depuis la Seconde Guerre mondiale, il est plus important que jamais que les parlementaires et la population disposent d'une évaluation à jour de la situation économique au Canada. Pour cette raison et conformément à son mandat, le DPB a présenté sa propre estimation de la perspective économique à court terme du Canada lors de la réunion du 25 mars dernier du Comité permanent des finances.

La perspective du DPB ne repose pas sur une enquête réalisée auprès des économistes du secteur privé, mais plutôt sur une analyse des données à fréquence élevée à partir de modèles statistiques et basée sur un jugement professionnel. De plus, toutes les données que le DPB utilise afin de surveiller l'état actuel de l'économie sont publiquement accessibles, alors que les techniques employées sont populaires auprès des économistes dans les secteurs public et privé. On présente ainsi une explication de la perspective économique à court terme concernant cinq des principales variables macroéconomiques, dont le PIB réel, l'inflation du PIB, le PIB nominal, le revenu intérieur brut (RIB) réel, ainsi que l'emploi.

Le DPB prévoit que la faiblesse constatée au cours du quatrième trimestre de 2008 se poursuivra pendant toute la première moitié de 2009 (tableau 1) alors que la faiblesse persistante de l'économie mondiale et un ajustement prévu au niveau de l'inventaire de la part des entreprises canadienne entraînera des pressions considérables pour l'économie canadienne.

On prévoit que le PIB réel connaîtra une baisse de l'ordre de 8,5 pour cent au cours du premier trimestre de 2009 et de 3,5 pour cent au cours du deuxième trimestre. Une baisse de 8,5 pour cent du PIB réel serait la plus importante dans l'histoire de la série qui remonte au premier trimestre de 1961.

Alors qu'on prévoit que le taux d'inflation du PIB sera -7,0 et de -0,8 pour cent au cours du premier et du

deuxième trimestres respectivement, le DPB prévoit que le PIB nominal diminuera de 14,9 pour cent au cours du premier trimestre et de 4,3 au cours du deuxième trimestre, ce qui laisserait le PIB nominal à 8,4 pour cent en-dessous de son niveau du troisième trimestre de 2008.

Le DPB s'attend à ce que le RIB réel – un indicateur qui reflète le mieux le pouvoir d'achat des Canadiens – diminue de 14,2 pour cent au cours du premier trimestre et de 4,4 au cours du deuxième trimestre.²

D'ici la fin de la première moitié de 2009, le DPB s'attend à ce que l'économie canadienne subisse une perte nette de 380 000 emplois.

Le reste de la note est organisé comme suit. La section 2 comporte une brève explication de la méthodologie qu'utilise le DPB afin de produire sa perspective économique à court terme. La section 3 comprend une description détaillée de la perspective économique à court terme du DPB concernant les cinq principales variables macro-économiques. À la section 4, on aborde les risques éventuels de la perspective.

Tableau 1 – Sommaire de la perspective

	Réelle	Prévue	
	2008T4	2009T1	2009T2
Croissance du PIB réel	-3.4	-8.5	-3.5
Inflation du PIB	-10.4	-7.0	-0.8
Croissance du PIB nominal	-13.4	-14.9	-4.3
Croissance du RIB réel	-15.3	-14.2	-4.4
Croissance du nombre d'emplois	0.5	-5.5	-3.5

² Pour une discussion plus détaillée du PIB réel, veuillez consulter le document du DPB intitulé *Le rendement économique récent du Canada* à l'adresse http://www2.parl.gc.ca/Sites/POB-DPB/documents/Recent_Economic_Performance_FR.pdf

2. Méthodologie

En ce qui concerne la perspective d'un trimestre à la fois (soit le trimestre qui prend fin dans les trois mois suivant les comptes trimestriel qu'on a publié le plus récemment), le DPB surveille séparément chaque élément des dépenses du PIB et additionne leurs contributions au niveau de la croissance afin d'estimer la croissance globale du PIB réel. En plus d'accorder une attention particulière à la dynamique que présentent les données, on fait appel aux modèles statistiques et au jugement professionnel afin d'analyser divers indicateurs à fréquence élevée.

Puisqu'on calcule les niveaux trimestriels de la plupart des séries de données comme étant la moyenne des niveaux mensuels, il est extrêmement important de comprendre la dynamique mensuelle afin de prévoir la croissance trimestrielle à court terme. En calculant l'ampleur du mouvement statistique, il est facile de déterminer l'influence de la dynamique mensuelle sur la croissance trimestrielle (voir l'annexe 1).

Une autre façon d'évaluer l'impact d'un indicateur mensuel consiste à recourir à un modèle statistique. Ces modèles exploitent habituellement la relation statistique qui existe entre chacun des éléments du PIB (soit l'investissement résidentiel trimestriel) et une série d'indicateurs mensuels pertinents (comme les mises en chantier et les ventes actuelles de maisons). L'identification d'indicateurs efficaces dans ce contexte consiste à trouver des indicateurs dont la variation contribue à expliquer la variation du volet consacré aux dépenses trimestrielles qu'on analyse. Si une telle relation statistique existe, on peut l'invoquer afin de prévoir les mouvements futurs au niveau des dépenses basées sur les changements de leurs indicateurs respectifs.

On ne peut négliger l'importance du jugement professionnel et d'une compréhension profonde des données dans un tel contexte. Pour confirmer le degré d'influence que devrait avoir une série particulière sur une estimation trimestrielle, il est impératif de comprendre les propriétés des données (soit la volatilité mensuelle et l'ampleur des révisions éventuelles) de chaque indicateur.

Pour effectuer une vérification par rapport à la méthode de compilation des dépenses, le DPB

surveille également le PIB mensuel (aux prix de base). Le PIB mensuel indique la production de l'économie canadienne, alors que le PIB basé sur les dépenses dans les Comptes nationaux des revenus et des dépenses permet de mesurer les dépenses que les ménages et les entreprises consacrent aux biens et services produits dans l'économie (voir l'annexe 2). Malgré ces différences, la croissance mensuelle du PIB permet de suivre relativement de près la croissance trimestrielle du PIB basée sur les dépenses.

En ce qui concerne la perspective de deux trimestres à la fois (soit pour le trimestre prenant fin moins de six mois après la plus récente estimation trimestrielle publiée), le DPB fait appel à un modèle macroéconomique tenant compte des valeurs prévues des indicateurs économiques importants du rendement macroéconomique du Canada, dont l'activité économique américaine, le prix des produits de base, la confiance des consommateurs, le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que les taux d'intérêts.

3. Perspective économique à court terme

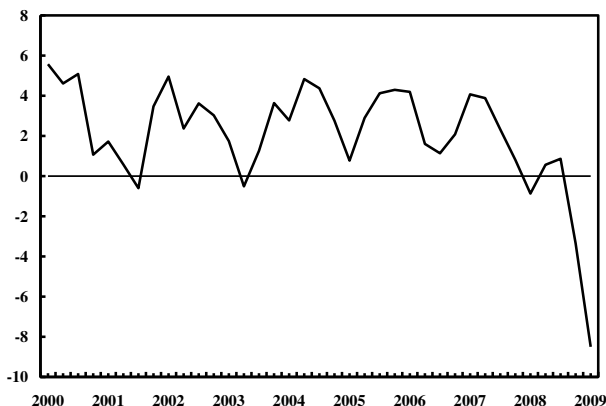
PIB réel (2009T1)

Le PIB réel du Canada a chuté de 3,4 pour cent au cours du quatrième trimestre de 2008 après avoir connu une légère augmentation de 0,9 pour cent lors du troisième trimestre de 2008. Sur une base mensuelle, le PIB aux prix de base a diminué de façon significative au cours des trois derniers mois, soit de 0,7 pour cent en janvier, de 1 pour cent en décembre et de 0,7 pour cent en novembre, produisant ainsi des statistiques faibles au cours du premier trimestre de 2009. Le DPB s'attend présentement à ce que le PIB réel continue de descendre au cours du premier trimestre de 2009, puisque cette dynamique mensuelle défavorable, la faiblesse persistante de l'économie mondiale et un ajustement prévu des stocks de la part des entreprises canadiennes exercent des tensions considérables au niveau de l'économie canadienne. Le DPB prévoit présentement que l'économie subira une contraction de l'ordre de 8,5 pour cent et de 3,5 pour cent au cours du premier et du deuxième trimestres de 2009 respectivement (figure 1).

Figure 1

PIB réel, 2000T1 à 2009T1

(Changement du pourcentage aux taux annuels)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget, Statistique Canada; Haver Analytics

Remarques : Les valeurs au premier trimestre de 2009 reposent sur les attentes actuelles du DPB en ce qui concerne la croissance du PIB réel.

Tableau 2 – PIB réel et composants

	Réel	Prévu
	2008T4	2009T1
Croissance réelle du PIB	-3,4	-8,5
Consommation	-3,3	-2,5
Dépenses du gouvernement	3,0	2,9
Investissements résidentiels	-22,1	-16,0
Investissements des entreprises	-15,1	-17,5
Exportations	-17,5	-35,0
Importations	-23,3	-30,5
Investissements dans les stocks	-0,8	-2,4

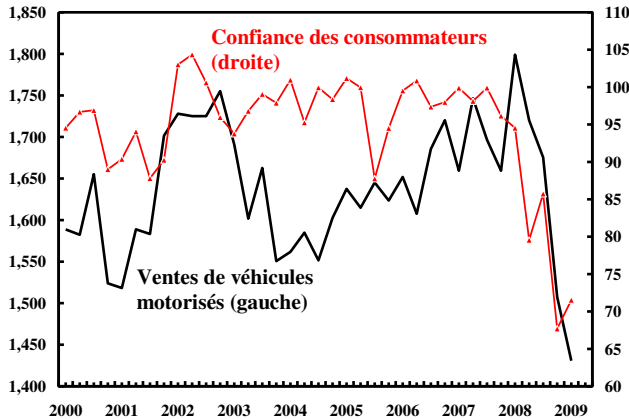
Consommation

Les dépenses personnelles consacrées aux biens et aux services ont diminué de 3,3 pour cent au 4^e trimestre de 2008, la première baisse depuis le 4^e trimestre de 1995. La consommation des biens et services a chuté au cours du trimestre en raison du niveau d'incertitude accru, ce qui a entraîné une baisse marquée de la confiance des consommateurs (figure 2), en plus d'avoir incité les Canadiens à accroître leur taux d'économie à son niveau le plus élevé depuis le 1^{er} trimestre de 2002. De plus, la consommation domestique a souffert d'une réduction de la richesse des foyers attribuable à une chute soudaine du prix des produits de base et du cours des actions.

Les indicateurs mensuels révèlent une faiblesse continue de la consommation au cours du 1^{er} trimestre. Alors que les ventes réelles au détail ont connu une certaine reprise en janvier (+1,8 pour cent) après avoir subi une baisse considérable en décembre (-4,0 pour cent), les ventes réelles au détail devraient chuter encore de presque 5 pour cent au cours du 1^{er} trimestre de 2009 si on se base sur l'absence de croissance au cours des deux derniers mois du trimestre. De plus, malgré une augmentation de 5,5 pour cent des ventes de véhicules motorisés en janvier, tout semble indiquer que les ventes chuteront de 18,9 pour cent si rien ne change en février ou en mars (figure 2). De plus, les estimations préliminaires réalisées par Statistique Canada nous portent à croire que les ventes de véhicules motorisés ont diminué de 2 pour cent en février, ce qui aura un effet à la baisse sur les ventes au détail au cours de ce mois.

Figure 2**Ventes de véhicules motorisés et confiance des consommateurs, 2000T1 à 2009T1**

(Niveaux)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget, Statistique Canada; Conference Board du Canada; Haver Analytics

Remarques : Les ventes de véhicules motorisés sont exprimées en milliers d'unités qu'on ajuste à toutes les saisons à un taux annuel. La valeur au cours du premier trimestre de 2009 est égale à son niveau de janvier.

L'indice de confiance des consommateurs repose sur quatre questions d'attitude concernant la situation financière par rapport à ce qu'elle était six mois auparavant; la situation financière prévue d'ici six mois; la situation au niveau de l'emploi d'ici six mois; ainsi que la question à savoir si le temps est bien ou mal choisi pour effectuer un achat majeur. L'indice de confiance des consommateurs était égal à 100 en 2002.

Le DPB prévoit présentement que la consommation chutera de 2,5 pour cent au cours du premier trimestre de 2009, alors que les biens et les services contribueront tous deux à cette baisse. De plus, les pertes d'emploi, le faible niveau de confiance des consommateurs et la baisse de la richesse domestique continueront de limiter la consommation au cours du premier trimestre.

Investissement dans le secteur résidentiel

L'investissement résidentiel a connu un recul de 22,1 pour cent au cours du quatrième trimestre de 2008, soit la quatrième baisse trimestrielle consécutive depuis les sommets atteints lors du 4^e trimestre de 2007. Les coûts des transferts de propriété ont été particulièrement faibles au cours du quatrième trimestre, puisque les ventes de maisons actuelles inscrites sur le Service inter-agences (SIA) ont diminué de 63,7 pour cent. Alors que les coûts de transfert de propriété ont enregistré la baisse la plus

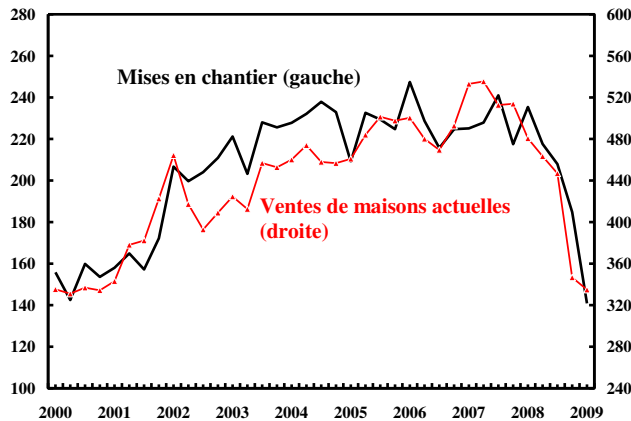
importante, tous les éléments des investissements résidentiels ont contribué négativement au cours du 4^e trimestre. De façon particulière, après huit années de croissance exceptionnelle, le domaine de la rénovation s'est replié considérablement.

Les indicateurs mensuels nous portent à croire que la construction domiciliaire et les coûts des transferts de propriété continueront d'influencer négativement les investissements résidentiels au cours du premier trimestre. Les mises en chantier ont diminué pendant six mois d'affilée et si rien ne change en mars, elles devraient accuser une baisse de 66,2 pour cent au cours du premier trimestre. De même, les ventes de maisons actuelles selon le SIA continuent également de témoigner de la baisse au cours du premier trimestre et malgré qu'elles aient augmenté de 8,6 pour cent en février, elles devraient quand même connaître une baisse atteignant presque 13 pour cent au cours du premier trimestre (figure 3).

Les baisses récentes dans le domaine des mises en chantier auront probablement des répercussions négatives sur la construction domiciliaire au cours du premier trimestre de 2009. De plus, la faiblesse à laquelle on a assisté au cours du 4^e trimestre de 2008 dans le domaine de la rénovation se poursuivra probablement jusque dans le premier trimestre de 2009, en raison des mêmes facteurs fondamentaux qui devraient entraîner une baisse de la consommation, même si ce phénomène peut être compensé en partie par les effets du Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire qu'on a annoncé dans le budget 2009. Par conséquent, le DPB prévoit que les investissements résidentiels chuteront de 16,0 pour cent au cours du premier trimestre de 2009.

Figure 3
Nombre total de mises en chantier et ventes de maisons actuelles, 2000T1 à 2009T1

(En milliers)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget; Société canadienne d'hypothèque et de logement; Association canadienne de l'immeuble; Haver Analytics; Conference Board du Canada.

Remarques : Les mises en chantier sont exprimées en milliers d'unités, ajustées chaque saison en fonction d'un taux annuel (échelle de gauche). La valeur au premier trimestre de 2009 équivaut au nombre de mises en chantier en prenant pour acquis qu'elles ne présentent aucune croissance en mars.

Les ventes de maisons actuelles sont exprimées en milliers d'unités, ajustées chaque saison en fonction d'un taux annuel (échelle de droite). La valeur au premier trimestre de 2009 équivaut au nombre de ventes de maisons actuelles en prenant pour acquis qu'elles ne présentent aucune croissance en mars.

Investissements des entreprises

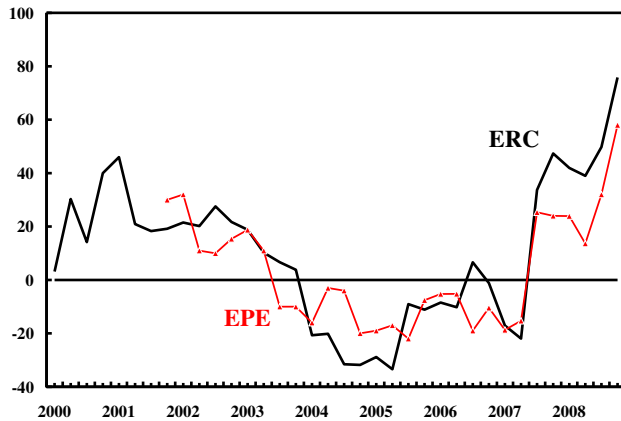
Les investissements des entreprises ont chuté de 15,1 pour cent au cours du 4^e trimestre de 2008, ce qui était entièrement attribuable à une baisse considérable des investissements dans les machines et matériel (M et M), alors que la construction non résidentielle est demeurée pratiquement inchangée au cours du trimestre. La baisse des investissements dans la M et M fut généralisée, alors qu'on a enregistré des baisses au niveau de tous les volets secondaires, mais ceux-ci ont été principalement touchés par une diminution de 34,9 pour cent des investissements dans la machinerie industrielle. Sur le plan de la construction non résidentielle, les domaines de la construction et de la mécanique du bâtiment sont restés pratiquement inchangés au cours du 4^e trimestre, avec des taux de croissance de 0,1 pour cent et de -0,2 pour cent respectivement.

La plupart des indicateurs nous portent à croire que les investissements des entreprises se contracteront davantage au cours du premier trimestre de 2009. Premièrement, les bénéfices des sociétés ont chuté de presque 60 pour cent au cours du 4^e trimestre de 2008, alors que les prix des produits de base ont reculé par rapport aux sommets historiques enregistrés plus tôt au cours de l'année. De plus, les prix des produits de base, qu'on mesure au moyen de l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada, ont chuté au cours des deux premiers mois de 2009 et resteront probablement peu élevés jusqu'à ce que la reprise économique soit vraiment enclenchée à l'échelle mondiale. Ensuite, on a continué de resserrer les conditions du crédit à la fin de 2008, comme le révèlent l'enquête auprès des responsables du crédit et l'Enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada (figure 4). Troisièmement, les importations réelles de M et M ont connu une baisse marquée en décembre et en janvier (-6,3 pour cent et -8,3 pour cent respectivement) et si aucun autre changement ne survient d'ici la fin du trimestre, la baisse s'élèvera à 39,7 pour cent au cours du 1^{er} trimestre de 2009. Enfin, si l'on se base sur les perspectives d'investissements privés et publics du Canada, on prévoit que les dépenses consacrées aux immobilisations dans le secteur privé chuteront de 13,1 pour cent en 2009. Cette baisse est principalement attribuable à l'imposant déclin dans l'industrie des mines et de l'exploration pétrolière et gazière, ce qui est conforme à la faiblesse récente du prix des produits de base.

Par conséquent, le DPB prévoit présentement que les investissements des entreprises connaîtront une baisse de 17,5 pour cent au cours du premier trimestre de l'année.

Figure 4
Conditions du crédit, 2000T1 à 2008T4

(Opinion prépondérante)



Sources : Banque du Canada; Haver Analytics

Remarques : L'enquête auprès des responsables du crédit (ERC) reflète l'opinion prépondérante en ce qui concerne les pratiques de prêts aux entreprises au Canada. L'équilibre qu'on présente ici concerne l'opinion prépondérante et se calcule comme étant le pourcentage pondéré des institutions financières étudiées qui ont fait état de conditions plus strictes au niveau du crédit moins le pourcentage pondéré d'institutions qui ont révélé des conditions plus faciles à ce niveau.

L'Enquête sur les perspectives des entreprises (EPE) constitue un résumé des entrevues qu'ont réalisées les bureaux régionaux de la Banque auprès de la haute direction de près de 100 entreprises qu'on a sélectionnées en fonction de la composition du produit intérieur brut du Canada. La question relative aux conditions de crédit a consisté à demander si les modalités d'obtention d'un financement au cours des trois derniers mois sont devenues plus strictes, moins strictes ou si elles sont restées inchangées par rapport au trimestre précédent. Pour connaître l'opinion prépondérante, on doit soustraire le pourcentage des gens qui considèrent que les conditions sont moins strictes du pourcentage des gens qui considèrent qu'elles sont plus strictes.

Commerce

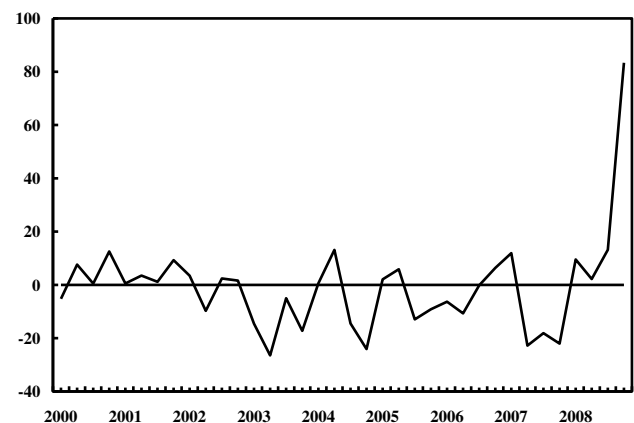
En termes nets, le commerce (soit les exportations moins les importations) a contribué positivement à la croissance du PIB réel au cours du 4^e trimestre de 2008, alors qu'une baisse importante des importations (-23,3 pour cent) est venue plus que compenser l'importante diminution au niveau des exportations (-17,5 pour cent). La baisse marquée des importations au cours du quatrième trimestre reflétait une demande intérieure faible et un effet considérable sur les prix en raison du changement de pourcentage le plus élevé du taux de change bilatéral entre les dollars canadien et américain depuis que le Canada est revenu à un taux flottant en 1970 (figure 5). Le DPB s'attend

présentement à ce qu'on doive soustraire l'excédent commercial de la croissance réelle du PIB au cours du premier trimestre de 2009, puisque la baisse des exportations s'accélérera et celle-ci n'est que partiellement compensée par la baisse considérable au niveau des importations.

On prévoit que les exportations continueront de reculer au cours du premier trimestre de 2009, alors qu'elles chuteront de 35,0 pour cent. La faiblesse continue de l'économie américaine, en particulier en ce qui concerne les industries importantes pour les exportateurs canadiens, devrait entraîner une baisse des exportations au cours du premier trimestre. De façon plus précise, la faiblesse dont souffrent la production industrielle aux États-Unis et les ventes de véhicules motorisés aux É.-U. devrait limiter la demande de biens industriels, ainsi que de véhicules motorisés et de pièces. Les exportations de marchandises ont continué de chuter en janvier (-7,0 pour cent) principalement en raison d'une diminution abrupte des exportations de véhicules motorisés et de pièces. Si rien ne change en février ou en mars, les exportations réelles de marchandises devraient chuter de 37,8 pour cent au cours du premier trimestre de 2009.

Figure 5
Taux de change des dollars canadien et américain, 2000T1 à 2008T4

(Évolution du pourcentage au taux annuel)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget; Statistique Canada; Haver Analytics

Remarque : Un taux de croissance positif correspond à une dépréciation du dollar canadien.

Les importations devraient également rester faibles au cours du premier trimestre de 2009 avec une chute de 30,5 pour cent. On prévoit que la baisse de la demande intérieure finale et la faiblesse des investissements dans les stocks limiteront les importations au cours du premier trimestre de l'année. À l'instar des exportations, les importations de marchandises ont continué de diminuer en janvier, alors qu'elles ont chuté de 5,9 pour cent. Si rien ne change en février ou en mars, les importations véritables de marchandises devraient diminuer de 35,3 pour cent au cours du premier trimestre de 2009.

Dépenses du gouvernement

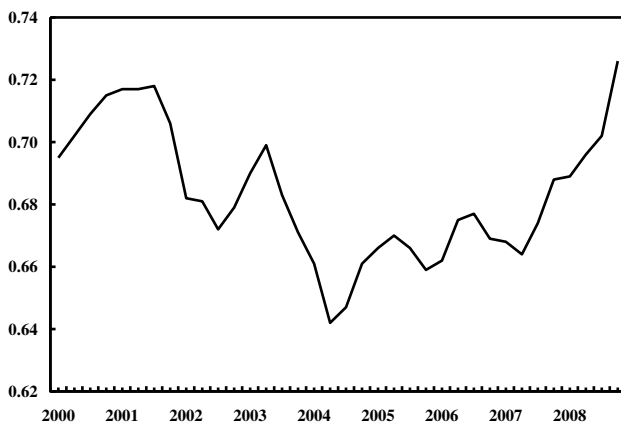
Les dépenses totales du gouvernement ont augmenté d'environ 3 pour cent au cours du quatrième trimestre de 2008. Les dépenses actuelles que le gouvernement consacre aux biens et aux services ont augmenté de 2,8 pour cent, alors que la formation de capital brut fixe a connu une hausse de 4,3 pour cent.

Le DPB s'attend présentement à ce que les dépenses totales du gouvernement demeurent aux alentours de 3,0 pour cent au cours du premier trimestre.

Figure 6

Ratio réel stocks aux ventes, 2000T1 à 2008T4

(Niveau)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget; Statistique Canada; Haver Analytics

Remarques : Le ratio réel stocks/chiffre d'affaires se calcule en divisant les stocks par le niveau des ventes.

Stocks

Les entreprises ont continué d'accumuler des stocks au cours du quatrième trimestre, mais à un rythme plus lent qu'au cours du trimestre précédent.

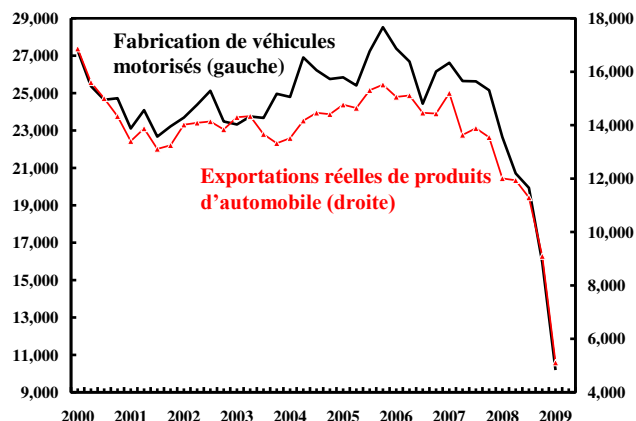
L'augmentation des stocks combinée à un important déclin des ventes au cours du quatrième trimestre a entraîné une augmentation considérable du ratio réel stocks aux ventes (figure 6). Le DPB a interprété cette augmentation du ratio stocks aux ventes qui est imprévue pour les entreprises, ce qui révèle que les ventes ont chuté plus rapidement qu'on ne l'avait prévu. Le DPB s'attend présentement à ce que les entreprises ajustent leur production afin de ramener leurs stocks par rapport aux ventes à un niveau comparable à celui observées au cours de la période de 2002 à 2006. Par conséquent, le DPB prévoit que les investissements au niveau de l'équipement entraîneront une baisse de 2,5 points de pourcentage de la croissance au cours du premier trimestre.

PIB aux prix de base

Le PIB aux prix de base a chuté de 0,7 pour cent en janvier après des baisses de 1,0 pour cent en décembre et de 0,7 pour cent en novembre. Cette baisse en janvier était la sixième baisse mensuelle consécutive, ce qui a laissé le niveau du PIB à un prix de base de 6,2 pour cent, à un taux annualisé, en-deçà de son niveau au quatrième trimestre. Les principaux facteurs ayant contribué à cette baisse en janvier ont été les domaines de la fabrication, de la construction et du commerce de gros, qui ont tous chuté d'au moins 3,0 pour cent. La fabrication des véhicules motorisés fut particulièrement faible en janvier, alors qu'on a enregistré une baisse de l'ordre de 37,6 pour cent en raison de la demande extérieure faible dans le domaine de la vente des véhicules motorisés au sud de la frontière (figure 7).

Figure 7
Fabrication et exportations de véhicules motorisés, 2000T1 à 2009T1

(Millions de dollars de 2002)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget; Statistique Canada; Haver Analytics

Remarques : Il s'agit ici de deux séries trimestrielles, exprimées en millions de dollars chaînés de 2002 et ajustées sur une base saisonnière aux taux annuels. La valeur des deux séries au cours du premier trimestre de 2009 est égale à son niveau de janvier.

PIB réel (2009T2)

La perspective du DPB en ce qui concerne le deuxième trimestre de 2009 repose sur un modèle statistique, qu'on qualifie parfois de courbe SI et qui représente la croissance du PIB réel du Canada par rapport aux principales variables macroéconomiques suivantes : la croissance du PIB réel aux É.-U., le prix réel des produits de base, le taux de change réel, les taux d'intérêts réels, ainsi que l'évolution au niveau de la confiance des consommateurs. Alors que ce type de modèle statistique permet de caractériser raisonnablement bien la réaction du PIB aux mouvements de ces variables économiques importantes, les résultats de l'estimation nous révèlent que le modèle a donné lieu à une surestimation de la croissance au cours des deux dernières récessions canadiennes, ce qui est probablement attribuable au fait que des épisodes de ce genre sont relativement peu fréquents. Après avoir procédé à un ajustement pour tenir compte de ce facteur au cours du premier et du deuxième trimestres de 2009, le DPB s'attend à ce que le PIB réel du Canada connaisse un recul de 3,5 pour cent au cours du deuxième trimestre de 2009.

L'indice de prix du PIB

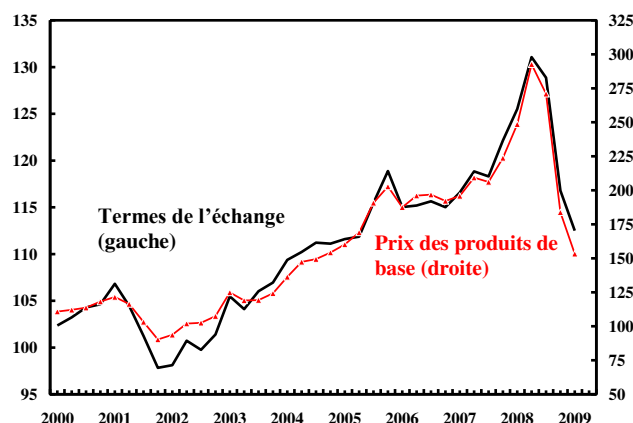
L'indice de prix du PIB a diminué de 10,3 pour cent au cours du 4^e trimestre de 2008, alors que les termes de l'échange (le prix de l'exportation relative aux prix de l'importation) ont chuté de 31,4 pour cent au cours du trimestre principalement en raison de la baisse du prix des produits de base (figure 8). L'indice de prix à l'exportation a connu une baisse de 15,3 pour cent au cours du trimestre, alors que les prix des produits de base ont reculé en raison de la récession mondiale et les prix à l'importation ont augmenté de 23,5 pour cent en raison de la dépréciation abrupte du taux de change bilatéral des dollars canadien et américain. Parce qu'ils reposent dans une grande mesure sur les importations, les prix de la M et M ont également connu une hausse considérable (+39,5 pour cent) au cours du 4^e trimestre, mais cette hausse a été compensée en partie par une baisse de 2,0 pour cent de l'indice de prix des dépenses personnelles.

Les indicateurs mensuels nous portent à croire que les termes de l'échange ont continué de se détériorer au cours du premier trimestre de 2009.

Premièrement, les prix des produits de base, tels que mesurés au moyen de l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada, ont continué de chuter au cours des deux premiers mois de 2009 et, si rien ne change en mars, ils chuteront de 48,5 pour cent après la baisse de 78,8 pour cent au cours du 4^e trimestre de 2008. Deuxièmement, les termes de l'échange, d'après les statistiques mensuelles sur l'échange de marchandises, ont également diminué en janvier et ils se situent actuellement à 17,6 pour cent, à un taux annualisé, ce qui est inférieur à son niveau au 4^e trimestre. Enfin, le taux de change est demeuré relativement stable au cours du premier trimestre, ce qui devrait permettre aux prix à l'importation et des M et M de demeurer relativement inchangé au cours du premier trimestre.

Figure 8
Termes de l'échange (biens) et prix des produits de base, 2000T1 à 2009T1

(Niveaux)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget; Banque du Canada; Statistique Canada; Haver Analytics

Remarques : Les prix des produits de base reposent sur l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada et ces prix sont exprimés en dollars américains (1982-1990 = 100). Les termes de l'échange ne concernent que les marchandises et ceux-ci représentent le rapport du déflateur chaîné de l'exportation des biens divisé par le déflateur chaîné de l'importation des biens (2002 = 100).

Par conséquent, le DPB prévoit présentement que l'indice de prix du PIB connaîtra une baisse de 7,0 pour cent au cours du premier trimestre de 2009, mais qu'il demeurera ensuite relativement inchangé (-0,8 pour cent) au cours du deuxième trimestre de l'année, alors que le prix des produits de base ira en se stabilisant.

PIB nominal

Le PIB nominal, qui constitue la façon la plus globale de mesurer l'assiette fiscale, a diminué de 13,4 pour cent au cours du quatrième trimestre de 2008, la première baisse depuis le deuxième trimestre de 2003. Sur le plan du revenu, cette baisse au quatrième trimestre était principalement attribuable à la baisse de 59,3 pour cent des bénéfices des sociétés avant impôts.

Si l'on se base sur la perspective du DPB en ce qui concerne le PIB réel et l'indice de prix du PIB, celui-ci prévoit présentement que le PIB nominal chutera de 14,9 pour cent et de 4,3 pour cent au cours du premier et du deuxième trimestres de 2009 respectivement. Combiné à la baisse du quatrième

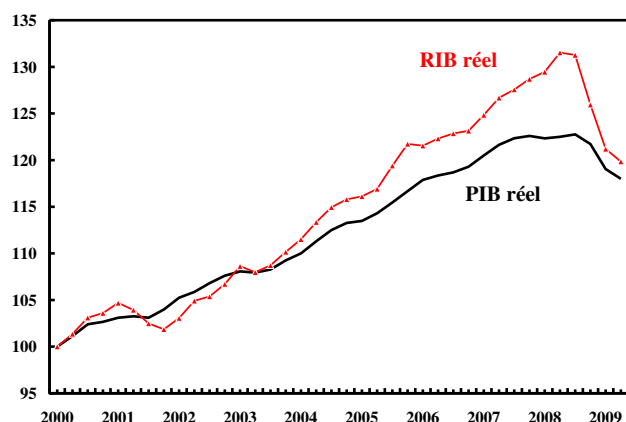
trimestre de 2008, on se retrouverait ainsi avec un PIB nominal de 8,4 inférieur à son niveau au troisième trimestre de 2008.

RIB réel

Le RIB réel, un indicateur du pouvoir d'achat des entreprises et des foyers canadiens, a chuté de 15,3 pour cent au cours du quatrième trimestre de 2008. Durant la période entre le premier trimestre de 2003 et le troisième trimestre de 2008, le RIB réel a augmenté en moyenne de 3,7 pour cent comparativement à la croissance du PIB réel qui s'élevait en moyenne à 2,3 pour cent au cours de cette même période (figure 9). La différence substantielle entre les taux de croissance des deux paramètres était principalement attribuable à l'augmentation rapide du prix des produits de base, ainsi qu'à l'augmentation correspondante de la valeur du dollar canadien, ce qui est venu hausser le pouvoir d'achat des entreprises et des foyers canadiens à un rythme bien plus rapide que ce que le PIB réel nous aurait portés à croire. Cependant, la baisse abrupte du prix des produits de base et du dollar canadien depuis le milieu de 2008 a entraîné à la baisse les termes de l'échange pour le Canada et donné lieu à une diminution considérable du RIB réel. Le DPB s'attend à ce que le RIB réel continue de diminuer à un rythme plus rapide qu'au cours de la première moitié de 2009, pour alors se contracter de 14,9 pour cent au cours du premier trimestre de 2009 et de 4,4 pour cent au cours du deuxième trimestre de la même année.

Figure 9
PIB réel et RIB réel, 2000T1 à 2009T2

(Indice, 2002T1=100)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget; Statistique Canada; Haver Analytics

Remarques : Le PIB réel et le RIB réel sont exprimés à des niveaux par rapport à 100 au cours du premier trimestre de 2002. Les valeurs du premier et du deuxième trimestres de 2009 reposent sur les estimations actuelles du DPB en ce qui concerne les taux de croissance du PIB et du RIB réels au cours du premier et du deuxième trimestres de 2009.

Emploi

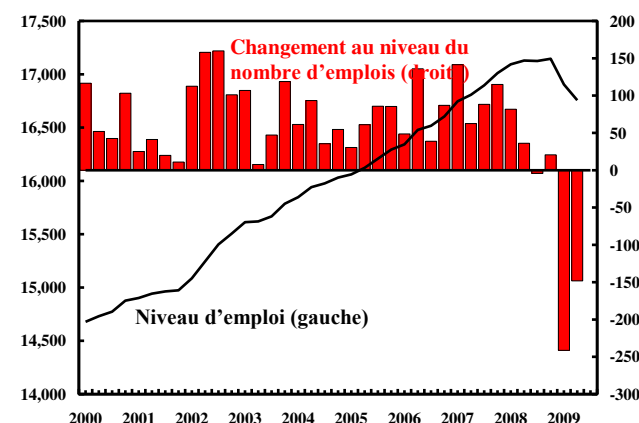
De façon nette, les entreprises canadiennes ont continué de procéder à des mises à pied en janvier et en février et, depuis le sommet atteint en octobre, 295 300 travailleurs ont perdu leur emploi, ce qui équivaut à 1,7 du nombre total d'emplois. Près des deux tiers des pertes d'emploi sont survenues dans le secteur des biens et services où le niveau d'emploi a chuté de 4,8 pour cent depuis octobre. La plupart des pertes d'emploi dans le secteur des marchandises sont survenues dans les domaines de la fabrication et de la construction. Les emplois dans le domaine des services sont également en baisse depuis octobre, alors que leur nombre a chuté de 0,8 pour cent. Les pertes d'emploi dans le secteur des services ont été passablement généralisées, alors qu'on constate des baisses notables dans les domaines, comme l'éducation, le commerce, les transports, ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques.

Le DPB s'attend à ce que les entreprises continuent probablement de procéder à des mises à pied au cours des mois à venir, alors que les activités économiques réelles continueront de ralentir. Puisque le nombre moyen d'heures travaillées a atteint un creux par rapport à des normes historiques, le DPB croit que les

entreprises réduiront probablement leurs effectifs plutôt que de couper davantage dans le nombre moyen d'heures de travail. Par conséquent, on s'attend présentement à ce que l'emploi connaisse une baisse de 5,5 pour cent et de 3,5 pour cent au cours du premier et du deuxième trimestres de 2009 respectivement (figure 10).

Figure 10
L'emploi selon l'EPA, 2000T1 à 2009T2

(Milliers)



Sources : Bureau du directeur parlementaire du budget; Statistique Canada; Haver Analytics

Remarques : Les niveaux d'emploi proviennent de l'Enquête sur la population active et sont exprimés en milliers de travailleurs. Le changement représente l'évolution du niveau d'emploi d'un trimestre à l'autre. Les données du premier et du deuxième trimestres de 2009 reposent sur les attentes actuelles du DPB en matière d'emploi.

4. Risques

Toute perspective est caractérisée par un degré d'incertitude, en particulier dans le contexte économique actuel.

Le DPB croit que les risques inhérents à sa perspective à court terme sont relativement équilibrés au cours des deux premiers trimestres. Le moment où l'on procédera à l'ajustement prévu des stocks représente un risque important en ce qui concerne la perspective à court terme du DPB. De façon particulière, l'ajustement prévu pourrait survenir plus tard que ce qu'on prévoit actuellement, ce qui donnerait lieu à une baisse moins élevée du PIB réel au premier trimestre que ce qu'on prévoit présentement, mais celui-ci entraînerait probablement davantage de résistance au cours du

deuxième trimestre que ce qu'on prévoit à l'heure actuelle.

De plus, les entreprises et les foyers canadiens pourraient se révéler plus flexibles face au ralentissement récent, compte tenu du niveau exceptionnellement faible des taux d'intérêts.

Cependant, le repli auquel on assiste à l'échelle mondiale pourrait être plus sérieux que ce qu'on prévoit présentement, qui causerait une réduction des exportations canadiennes et continuerait à peser sur les prix des produits de base.

Annexe 1

Impact de la dynamique mensuelle sur la croissance trimestrielle

Puisque le niveau trimestriel de la plupart des séries de données équivaut à la moyenne des niveaux mensuels, la dynamique mensuelle peut avoir des répercussions importantes sur les taux de croissance trimestriels. De façon particulière, les mouvements mensuels imposants à la fin d'un trimestre peuvent avoir un impact durable sur la croissance au cours du trimestre suivant.

Dans le tableau ci-dessous, on compare deux profils de croissance mensuelle. Le premier, dont la dynamique est faible, présente la même croissance mensuelle tout au long du trimestre, alors que dans le deuxième profil, plus dynamique, toute la croissance du trimestre survient au cours du dernier mois. Puisque le niveau du premier trimestre équivaut à la moyenne de trois mois, les taux de croissance sont identiques pour les deux profils (égaux à 1 pour cent). Le profil de croissance mensuel au cours du deuxième trimestre est également le même au cours du trimestre dans les deux cas (croissance nulle pendant tous les mois), mais les taux de croissance au deuxième trimestre diffèrent considérablement (0 par rapport à 2 pour cent). Par conséquent, si on s'attarde sur le niveau trimestriel en ignorant la dynamique mensuelle, on se retrouve avec des écarts considérables au niveau des estimations de croissance au cours du deuxième trimestre.

		T4	T1			T2		
			M1	M2	M3	M4	M5	M6
Dynamique neutre	Croissance mensuelle		0,5 %	0,5 %	0,5 %	0 %	0 %	0 %
	Niveau trimestriel	100		101			101	
	Croissance trimestrielle			1 %			0 %	
Dynamique forte	Croissance mensuelle		0 %	0 %	3 %	0 %	0 %	0 %
	Niveau trimestriel	100		101			103	
	Croissance trimestrielle			1 %			2 %	

Remarque : Ces taux représentent la croissance d'une période à la suivante.

En termes simples, l'ampleur du momentum au niveau statistique dépend du degré de croissance trimestrielle qui surviendra sans croissance mensuelle additionnelle. D'après l'exemple précédent, si on venait de publier les données du troisième mois du premier trimestre, le momentum statistique du deuxième trimestre serait de 2 pour cent. Voyons cependant un exemple concret : Après la baisse de 0,7 pour cent du PIB mensuel en janvier, le momentum statistique de la croissance au premier trimestre atteint 6,2 pour cent, ce qui signifie que s'il n'y a aucune croissance en février ou en mars, le PIB aux prix de base chuterait de 6,2 pour cent au cours du premier trimestre.

Annexe 2

Trois façons de mesurer le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut peut se calculer de trois façons; au moyen du revenu, des dépenses et de la production.³

Le PIB nominal (soit aux prix du marché) se calcule au moyen d'une approche axée sur le revenu en additionnant tous les revenus provenant d'activités de production (soit la rémunération du travail et les capitaux utilisés dans la production). Les traitements, la rémunération des salariés, les bénéfices des sociétés et les provisions pour consommation de capital représentent près de 80 pour cent du PIB nominal, alors que les traitements et les salaires constituent la plus grande part avec au-delà de 50 pour cent. Pour calculer le PIB nominal au moyen d'une approche axée sur les dépenses, Statistique Canada additionne toutes les ventes aux utilisateurs finaux (consommateurs, entreprises, gouvernements et les exportations moins les importations). Les dépenses par les consommateurs constituent le principal élément, alors qu'elles représentent 55 pour cent du PIB nominal.⁴

Par définition, le montant que les acheteurs versent pour la production globale (soit le PIB) (total des dépenses) doit être égal au montant que les vendeurs de la production globale obtiennent (total des revenus), ce qui rend le calcul du PIB nominal identique, peu importe l'approche utilisée. Dans la pratique, cependant, les résultats diffèrent légèrement, alors qu'on utilise l'écart au niveau statistique dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses afin de s'assurer que les deux paramètres présentent des valeurs identiques pour le PIB nominal.

La méthode à valeur ajoutée s'utilise pour calculer le PIB basé sur la production. Celui-ci est égal au total de la valeur ajoutée (soit la production moins les intrants intermédiaires) de toutes les industries au Canada. Puisqu'on calcule celui-ci à tous les mois, il représente l'information la plus récente et la plus à jour au sujet de l'économie. Le PIB basé sur la production se calcule aux prix de base, ce qui comprend les taxes et les subventions consacrées aux facteurs de production seulement, alors que les approches basées sur le revenu et sur les dépenses qu'on a décrites précédemment reposent sur les prix du marché, ce qui comprend toutes les taxes et les subventions. Cette distinction est mineure en ce qui concerne les taux de croissance, alors que les méthodes qui consistent à mesurer la croissance du PIB en se basant sur les revenus, sur les dépenses et sur la production se ressemblent étrangement.

Le paramètre le plus commun de l'activité économique est le PIB réel (soit le PIB nominal ajusté en fonction de l'inflation). La version basée sur les dépenses et celle basée sur la production du PIB peuvent être axées toutes deux sur l'indice de volume en chaîne Fisher, même si les méthodes employées pour déflater les deux paramètres sont différentes.

³ Pour une brève description des Comptes nationaux des revenus et dépenses, consulter le site Web à l'adresse suivante : http://www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/document/1901_D3_T9_V1-fra.pdf. Pour une description détaillée du PIB par industrie, consulter le catalogue de Statistique Canada no 15-547-XIE.

⁴ Les parts du PIB nominal proviennent des estimations de l'année 2008 qu'on retrouve dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses.